



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

COUR D'APPEL DE VERSAILLES

Service Administratif Régional

Service des marchés publics

5 rue Carnot

78 000 Versailles

ACTE D'ENGAGEMENT

Marché de travaux d'installation d'équipements centraux
vidéosurveillance au profit du Tribunal Judicaire de Pontoise

MP_2025_78_03

A - IDENTIFIANTS DE LA PERSONNE PUBLIQUE

Maître d'ouvrage :

ETAT - MINISTERE DE LA JUSTICE

Cour d'Appel de Versailles

Service Administratif Régional

5 rue Carnot – RP 1113, 78 011 Versailles Cedex

Téléphone : 01.70.29.61.22

Représenté par le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, agissant pour le compte de l'Etat, ci-après dénommé « l'Administration ».

Représentants du Maître d'ouvrage :

Le Premier Président et le Procureur Général de la **Cour d'Appel de Versailles**,

Ayant compétence conjointement pour passer les marchés répondant aux besoins des services judiciaires dans le ressort de leur Cour d'Appel, par délégation du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

Par décret n° 2007-352 du 14 mars 2007, relatif aux services administratifs régionaux judiciaires, paru au Journal Officiel de la République Française (JO) du 18 mars 2007.

Représentant du Maître d'ouvrage pour l'exécution :

Le Directeur Délégué à l'Administration Régionale Judiciaire de la **Cour d'Appel de Versailles**

Le Maître d'œuvre pour la réalisation des travaux :

CVOSS Consultant

1, Rue Camille Claudel, 77600 Bussy Saint Georges

Imputation budgétaire :

Programme : 166 / Article de regroupement : 0166-06-02

Code GM principal : 36.05.08 Libellés longs GM : Remplacement matériel de sécurité

Code CPV principal : 45233292 – Installation de dispositifs de sécurité ;

Codes CPV secondaires : 35120000 - Systèmes et appareils de surveillance et de sécurité ;

32323500 – Système de surveillance vidéo

Personne habilitée à donner des renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique :

L'attachée d'administration de l'état, responsable des marchés publics de la **Cour d'Appel de Versailles : Mme Mariana MASSET**

5, rue Carnot, 78000 VERSAILLES

Tel. : 01.70.29.61.22

Courriel : rgbmp.sar.ca-versailles@justice.fr

Personne habilitée à recevoir des documents devant être adressés à la personne publique :

L'attachée d'administration de l'état, responsable des marchés publics de la **Cour d'Appel de Versailles : Mme Mariana MASSET**

Ordonnateurs :

De manière conjointe, le Premier Président de la Cour d'appel de Versailles et le Procureur général près ladite Cour, représentant l'Etat, dénommé l'Administration, en application du code de l'organisation judiciaire selon article R312.67.

Comptable public assignataire des paiements :

Monsieur le Trésorier Général des Yvelines

16, avenue de Saint Cloud, 78000 VERSAILLES

B - ENGAGEMENT DU SOUSMISSIONNAIRE

B1 – Identification et engagement du Titulaire ou du groupement Titulaire

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché public ci-après :

- Le présent acte d'engagement, ses deux annexes financière et administrative :
 - Annexe 1 financière : La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
 - Annexe 2 administrative : La Déclaration de sous-traitance (DC4) ;
- Le CCAP ;
- Le CCTP et ses huit (08) annexes :
 - Annexe 01 : Plan Vidéo Niveau SS3 ;
 - Annexe 02 : Plan Vidéo Niveau SS1 ;
 - Annexe 03 : Plan Vidéo Niveau RDC ;
 - Annexe 04 : Plan Vidéo Niveau R+1 ;
 - Annexe 05 : Plan Vidéo Niveau R+2 ;
 - Annexe 06 : Plan Vidéo Niveau R+3 ;
 - Annexe 07 : Synoptique Vidéosurveillance ;
 - Annexe 08 : Guide DUEM ;
- Le mémoire technique du Titulaire ;

et conformément à leurs clauses,

☐ le signataire

☐ s'engage, sur la base de son offre et pour son propre compte ;

Je soussigné (1) :

Agissant pour le nom et pour le compte de la société :

ci-après dénommée « **le Titulaire** »,

au capital de :

ayant son siège social à :

.....
.....

Téléphone :

Adresse électronique :

Immatriculée :

Numéro d'identité de l'établissement (SIRET) :

Code d'activité économique principale (APE) :

Numéro d'inscription au registre du commerce :

☐ engage la société sur la base de son offre ;

Je soussigné (1) :

Agissant pour le nom et pour le compte de la société :

ci-après dénommée « **le Titulaire** »,

au capital de :

ayant son siège social à :

.....
.....

Téléphone :

Fax :

Adresse électronique :

Immatriculée :

Numéro d'identité de l'établissement (SIRET) :

Code d'activité économique principale (APE) :

Numéro d'inscription au registre du commerce :

l'ensemble des membres du groupement s'engagent, sur la base de l'offre du groupement ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale de chaque membre du groupement, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

B2 – Nature de groupement et, en cas de groupement conjoint, répartition des prestations

Pour l'exécution du marché public, le groupement d'opérateurs économiques est :

(Cocher la case correspondante.)

☐ conjoint

OU

☐ solidaire

(Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des

prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser.)

Désignation des membres du groupement conjoint	Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint	
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation

Je déclare sur l'honneur :

En application des articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11, et R. 2142-1 à R. 2142-14, R. 2142-25, R. 2143-3, R. 2143-16 du Code de la commande publique :

Le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, déclare sur l'honneur :

⇒ **Condamnation définitive :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du Code pénal, à l'article 1741 du Code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du Code de la défense et à l'article L. 317-8 du Code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du Code pénal ;

⇒ **Lutte contre le travail illégal :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du Code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du Code du travail ;

⇒ **Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés :** pour les marchés publics et accords-cadres soumis au Code des marchés publics, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

⇒ **Liquidation judiciaire :** ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du Code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des

articles L. 653-1 à L. 653-8 du même Code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

⇒ **Redressement judiciaire** : ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du Code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;

⇒ **Situation fiscale et sociale** : avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

⇒ **Egalité professionnelle entre les hommes et les femmes** :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du Code du travail ;
- avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du Code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission ;

⇒ **que les renseignements fournis dans le formulaire DC2, et ses annexes, sont exacts.**

Après avoir produit les certificats, déclarations et attestations prévus aux articles R.2142-3, R.2142-4, R.2143-3 et R.2143-16 du Code de la commande publique, pris connaissance de toutes les pièces du marché, et avoir apprécié, à mon point de vue et sous ma responsabilité, la nature et l'importance des prestations à réaliser, m'engage envers l'administration qui accepte, à les exécuter conformément aux stipulations du présent marché.

Article 1 - Objet du marché et nature des prestations

1.1 Objet

Le marché régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) est un marché de travaux ayant pour objet l'installation d'équipements centraux de vidéosurveillance, en vue de renforcer non seulement la sécurité des personnes ainsi que la sûreté des bâtiments judiciaires du Tribunal Judiciaire de Pontoise, relevant du ressort de la Cour d'Appel de Versailles mais aussi de protéger des données sensibles.

Les prestations y afférentes, sont définies au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2 Nature des prestations

Le Titulaire doit la parfaite et complète réalisation des prestations attendues, dans les conditions fixées au CCTP.

Le Titulaire met en place l'organisation nécessaire pour atteindre les niveaux de qualité et d'exigence requis par le marché et définis dans le présent acte et dans le CCTP.

1.3 Objectifs en matière de résultat

Ce marché comporte pour le Titulaire une **obligation générale de résultat** avec mise en œuvre de moyens minimaux décrits dans les différentes pièces du marché et dans l'offre technique d'organisation du Titulaire pour les prestations objet du marché qui constitue un ensemble techniquement et juridiquement indissociable.

Le Titulaire s'engage à garantir pendant toute la durée du marché des prestations strictement conformes à celles proposées à l'appui de son offre, qui constituent les modèles de référence.

Toute modification de prestations en cours de marché est subordonnée à l'acceptation préalable et expresse de l'Administration sur proposition du Maître d'œuvre en charge du suivi de l'exécution desdits travaux, sauf à constituer une cause de résiliation immédiate du marché.

Pour l'ensemble des missions qui lui incombe, le Titulaire s'engage :

- à travailler en étroite concertation et collaboration avec la personne responsable du suivi et de l'exécution sur site ;
- à proposer une équipe pour réaliser les différentes prestations (les CV et les références seront transmis à la personne responsable du suivi et de l'exécution) ;
- dès qu'il en a connaissance, à rendre compte simultanément au Maître d'ouvrage et au Maître d'œuvre de la nécessité de procéder à des opérations destinées à assurer la sécurité et la sûreté du personnel, du public et du personnel des entreprises intervenant dans les bâtiments ; une parfaite conservation de l'ouvrage ; à remettre à la personne responsable du suivi et de l'exécution tout rapport impliquant la prise en charge des frais ;
- le Titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance de la consistance des locaux et des équipements et installations concernés par ses missions ainsi que des contraintes inhérentes aux différents sites (bâtiments classés monument historique, implantation géographique, spécificité des accès aux locaux ...) ;
- le Titulaire ne peut donc se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations sur les installations pour ne pas exécuter tout ou partie des prestations nécessaires à l'accomplissement de ses missions dans le cadre défini par le présent acte d'engagement et le CCTP. Il demeure seul responsable des erreurs qui peuvent se produire de son fait.

Article 2 - Type et forme du marché

2.1 Forme du marché

Le présent marché à procédure adaptée ouverte est soumis aux dispositions des articles L.2123-1-1° et R.2123-1-1° à R.2123-6 du Code de la commande publique.

Le présent marché est composé d'un lot unique, il n'est donc pas alloti.

2.2 Marché global et forfaitaire

Le marché comporte uniquement une partie globale et forfaitaire.

2.3 Marché à tranches

Le marché ne comporte aucune tranche.

Article 3 - Montant du marché

Le montant du marché se constitue d'une seule partie :

- Une part forfaitaire correspondant à la rémunération globale des prestations forfaitaires ;

La TVA s'applique au taux en vigueur à la date de remise des offres, soit 20 %.

Les coûts comprennent **toutes les sujétions** découlant de l'exécution des prestations et notamment tous les frais de transports, de fourniture de matériels, de personnels, les droits pouvant frapper les fournitures, toutes les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les assurances ainsi que les frais généraux et le bénéfice du Titulaire.

MONTANT GLOBAL ET FORFAITAIRE

Montant global et forfaitaire € HT	
TVA	
Montant global et forfaitaire en € TTC	

Montant total forfaitaire et global en Euro Hors Taxes (en lettres)

.....
.....

Montant total forfaitaire et global en Euro Toutes Taxes Comprises (en lettres)

.....
.....

3.1 Montant sous-traité

Directives à l'entrepreneur pour la rédaction de cette clause :

Cette clause est obligatoire. Prendre (a) ou (b) ¹

Le montant correspondant à la différence entre le montant du marché et le montant de l'ensemble des prestations sous-traitées, doit toujours être indiqué.

(a) Je n'envisage (nous n'envisageons) pas de sous-traiter

(b) J'envisage (nous envisageons) de sous-traiter

Dans l'hypothèse d'une déclaration de sous-traitance, le Titulaire doit joindre le formulaire correspondant (DC4) qui est disponible à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

¹ Barrer la mention inutile.

Ce formulaire doit indiquer :

- ⇒ la nature et le montant des prestations que j'envisage (nous envisageons) de faire exécuter par des sous-traitants payés directement,
- ⇒ le nom de ces sous-traitants,
- ⇒ les conditions de paiement des contrats de sous-traitance.

Pour toute demande éventuelle d'acceptation d'un sous-traitant et agrément des conditions de paiement des conditions de sous-traitance, le Titulaire doit joindre à son offre, un formulaire DC4. Les demandes acceptées et agréées par la Personne publique sont jointes à l'acte d'engagement lors de la notification du marché.

Cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations que j'envisage (nous envisageons) de sous-traiter est de :

.....Euro HT

En outre, le tableau ci-après indique la nature et le montant des prestations que j'envisage (nous envisageons) de faire exécuter par des sous-traitants payés directement.

N°	Nature de la prestation	Hors TVA	TVA comprise

Le montant maximal de la créance se calcule de la manière suivante : (montant du marché – montant sous-traité).

Article 4 - Durée du marché et délai d'exécution

Le présent marché prend effet **à compter de sa date de notification** et ce, jusqu'au **30 juin 2026 au maximum**.

Si des évolutions de nature à modifier les modalités d'exécution ou les prix de prestations du présent marché devaient intervenir, les parties peuvent convenir d'un réexamen par voie d'avenant des nouvelles conditions d'exécution financière et/ou opérationnelles du présent marché sur présentation de pièces justificatives.

L'avenant issu de cette clause de réexamen ne peut avoir pour conséquence de modifier l'objet du marché ou les caractéristiques substantielles des prestations.

Les prix du présent marché se réfèrent à la situation économique correspondant au mois de la date limite de remise des offres soit le mois **de novembre 2025**, dit mois de référence.

Article 5 - Conditions de paiement

Les modalités de règlement des comptes sont précisées à l'article 5.2 du CCAP.

➤ **Avance**

Le Titulaire décide : (rayer la mention inutile)

☐ Je ne renonce pas au bénéfice de l'avance forfaitaire

☐ Je renonce au bénéfice de l'avance forfaitaire.

Dans l'hypothèse où le Titulaire ne renonce pas au versement de l'avance, les modalités de versement sont fixées à l'article 5.6 du CCAP.

Article 6 - Litiges

En cas de litige, la procédure de règlement amiable des différends susceptibles de survenir en cours d'exécution du présent marché est définie à l'article 10.1 du CCAP.

En cas d'échec du règlement amiable, le différend relève de la compétence du tribunal administratif de Versailles sis à l'adresse ci-dessous :

Tribunal administratif de Versailles

56 Avenue de Saint Cloud

78000 Versailles

Téléphone : 01.39.20.54.00.

Fait à _____, le _____

*Cachet et signature du représentant
du soumissionnaire habilité à signer le marché*

Article 7 - REPONSE DE L'ADMINISTRATION

Visa du contrôleur financier :

A, le.....

Acceptation de l'offre :

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement :

A, le.....

Signature de la Personne représentant le Personne publique

Date d'effet du marché :

La notification transforme le projet de marché en marché et le soumissionnaire en titulaire.

- ☐ **Reçu à titre de notification une copie du présent marché.**

A, le.....

Signature du Titulaire

- ☐ **Reçu l'avis de réception postal de la notification du marché**

signé le.....par le titulaire destinataire.

CADRE RESERVE AU NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCE

(à remplir par l'administration)

Copie certifiée conforme à l'original délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance consenti conformément à la loi n°81-1 du 2 janvier 1981 modifiée, facilitant le crédit aux entreprises en ce qui concerne :

- ☐ La totalité du marché
- ☐ La partie des prestations évaluée à (en chiffres et en lettres) :

.....

A Versailles, le

Le Procureur Général,

Le Premier Président,